

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 93/2024/ENV du - 4 NOV. 2024
portant prescriptions complémentaires
modifiant les paramètres de rejet des substances dangereuses dans le milieu
aquatique
de la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT
située 101 chemin du Cresson sur la commune de Gérardmer (88400)**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu la directive 2008/105/CE modifiée du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- Vu la directive 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- Vu la directive 2000/60/CE modifiée du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment le titre I des livres V de ses parties législatives et réglementaires ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II du Code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 21 mars 2007 modifiant l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses et l'arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

- Vu la nomenclature des Installations Classées ;
 - Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) des districts Rhin et Meuse 2022-2027 approuvé par arrêté préfectoral n°2022/141 du 18 mars 2022 ;
 - Vu l'arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes
 - Vu le plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT) des Vosges pour la période 2022-2027 du 24 novembre 2022 ;
 - Vu l'arrêté préfectoral n° 565/2006 du 21 février 2006 autorisant la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT à poursuivre l'exploitation d'une unité de blanchiment textile sur le territoire de la commune de Gérardmer ;
 - Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2640/2008 du 13 août 2008 autorisant la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT à poursuivre l'exploitation d'une unité de blanchiment textile sur le territoire de la commune de Gérardmer ;
 - Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2189/2014 du 16 septembre 2014 prescrivant à la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT, située sur le territoire de la commune de Gérardmer, une surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu ;
 - Vu le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 7 mai 2024 conformément aux articles R. 512-46-17 du Code de l'environnement ;
 - Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques qui s'est réuni le 23 mai 2024 ; avis favorable à l'unanimité moins une abstention ;
 - Vu les remarques émises par la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT suite à ce conseil départemental (courrier du 25 juillet 2024) ;
 - Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 août 2024 ;
 - Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques qui s'est réuni le 18 septembre 2024 ;
 - Vu le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 3 octobre 2024 conformément aux articles R. 512-46-17 du Code de l'environnement ;
 - Vu l'absence d'observations formulées par le pétitionnaire ;
- Considérant que la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT a été régulièrement autorisée pour l'exploitation d'une station d'épuration collective ;
- Considérant que la masse d'eau réceptrice, CLEURIE (FRCR225), est classée en mauvais état chimique et écologique par l'état des lieux de 2019 approuvé par l'arrêté n°2019-611 le 12 décembre 2019 ;
- Considérant que les activités exercées dans l'établissement de la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT contribuent à cette dégradation de la masse d'eau réceptrice ;
- Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

- Considérant l'objectif d'atteinte du bon état écologique et chimique de la masse d'eau de la Cleurie avec échéance fixée à 2027 par l'annexe IV du SDAGE susvisé ;
- Considérant la nécessité de réduire les rejets, dans l'eau, de substances dangereuses issues du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - Objet

La société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT dont le siège social est situé au 101 chemin du Cresson à Gérardmer (88400) doit respecter, pour ses installations situées à la même adresse, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les paramètres des rejets de substances dans le milieu aquatique afin de revenir à un bon état écologique et chimique de la masse d'eau en 2027.

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2025.

REJETS AQUEUX

Article 2 – Valeurs limite de rejet

Les dispositions de l'article 2.3.1 « Valeurs limite de rejets » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2640/2008 du 13 août 2008 sont remplacées par ce qui suit :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet : sortie de station d'épuration

- Température maximale : 30 °C
- pH : 5,5 < pH < 8,5
- Débit maximal journalier (m³/j) : 700
- Débit maximal journalier en moyenne mensuelle (m³/j) : 500
- Débit maximum horaire (m³/h) : 50
- Débit maximal horaire en moyenne mensuelle (m³/j) : 33

Paramètre	Code SANDRE	Rejet « sortie de station d'épuration »		
		Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier	Flux moyen mensuel*
MES	1305	35 mg/l	41,2 kg/j	23,50 kg/j
DBO5	1313	30 mg/l	35,3 kg/j	20,1 kg/j
DCO _{eb}	1314	300 mg/l	147,2 kg/j	83,7 kg/j
NGL	1551	10 mg/l	11,8 kg/j	6,7 kg/j
P _{total}	1350	2 mg/l	2,4 kg/j	1,3 kg/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	15 µg/l	10 g/j	
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	100 µg/l	20 g/j	
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	80 µg/l	27 g/j	
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	40 µg/l	27 g/j	
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	500 µg/l	134 g/j	
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l	670 g/j	
Glyphosate	1506	28 µg/l	17 g/j	
AMPA	1907	450 µg/l	101 g/j	

* Le flux moyen mensuel correspond à la charge émise dans le mois divisée par le nombre de jours travaillés dans ce même mois.

En moyenne annuelle, le rendement de la station pour le paramètre DCO devra être supérieur à 95 %.

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE

Article 3 – Adaptation des prescriptions sur les rejets en cas de sécheresse (à partir du seuil d'alerte)

Dès le dépassement du seuil d'alerte ou d'alerte renforcée activé en application de l'arrêté cadre sécheresse du département des Vosges sur le bassin concerné par La Cleurie, l'exploitant réduit ses rejets journaliers et les valeurs limites d'émissions prescrites dans l'article 2 du présent arrêté sont modifiées comme suit :

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet : sortie de station d'épuration

- Température maximale : 30 °C
- pH : 5,5 < pH < 8,5
- Débit maximal journalier (m³/j) : **400**

Paramètre*	Code SANDRE	Rejet « sortie de station d'épuration »	
		Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier
MES	1305	35 mg/l	21,0 kg/j
DBO5	1313	30 mg/l	18,0 kg/j
DCO _{eb}	1314	300 mg/l	75,0 kg/j
NGL	1551	10 mg/l	6,0 kg/j
P _{total}	1350	2 mg/l	600 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	15 µg/l	9 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	100 µg/l	6 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	80 µg/l	24 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	40 µg/l	24 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	500 µg/l	54 g/j
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l	600 g/j
Glyphosate	1506	28 µg/l	15 g/j
AMPA	1907	450 µg/l	90 g/j

*Les valeurs en gras sont celles faisant l'objet d'une restriction en période de sécheresse.

Article 4 – Adaptation des prescriptions sur les rejets en cas de crise sécheresse (à partir du seuil de crise)

Dès le dépassement du seuil de crise, activé en application de l'arrêté cadre sécheresse du département des Vosges sur le bassin concerné par La Cleurie, l'exploitant réduit ses rejets journaliers et les valeurs limites d'émissions prescrites dans l'article 2 du présent arrêté sont modifiées comme suit :

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet : sortie de station d'épuration

- Température maximale : 30 °C
- pH : 5,5 < pH < 8,5
- Débit maximal journalier (m³/j) : **300**

Paramètre*	Code SANDRE	Rejet « sortie de station d'épuration »	
		Concentration en moyenne journalière	Flux maximal journalier
MES	1305	35 mg/l	12,6 kg/j
DBO5	1313	30 mg/l	10,8 kg/j

DCO _{eb}	1314	300 mg/l	45,0 kg/j
NGL	1551	10 mg/l	3,6 kg/j
P _{total}	1350	2 mg/l	360 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	15 µg/l	5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	100 µg/l	4 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	80 µg/l	14 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	40 µg/l	14 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	500 µg/l	32 g/j
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l	360 g/j
Glyphosate	1506	28 µg/l	9 g/j
AMPA	1907	450 µg/l	54 g/j

*Les valeurs en gras sont celles faisant l'objet d'une restriction en période de sécheresse.

Article 5 – Bilan des émissions en période de sécheresse

L'exploitant établira à l'issue des périodes de sécheresse, soit dès lors qu'un arrêté préfectoral portant limitation des usages de l'eau sur l'ensemble des cours d'eau du département ou sur le bassin versant de La Cleurie sera publié, un bilan des actions mises en œuvre comprenant un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets. Ce bilan sera transmis dans le mois suivant à l'inspection des installations classées.

SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

Article 6 – Contrôle des rejets

Les dispositions de l'article 2.4.2.1 « Surveillance des rejets – par l'exploitant » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2640/2008 du 13 août 2008 sont remplacées par ce qui suit :

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Vol.Moy.J.	1552	Continu	Journalière	Mensuelle
Température	1301	Continu	Journalière	Mensuelle
pH	1302	Continu	Journalière	Mensuelle
MES	1305	24h asservi débit	Journalière	Mensuelle
DBO5	1313	24h asservi débit	Bi-mensuelle	Mensuelle
DCO _{eb}	1314	24h asservi débit	Journalière	Mensuelle
NGL	1551	24h asservi débit	Bi-mensuelle	Mensuelle

P _{total}	1350	24h débit	asservi	Bi-mensuelle	Mensuelle
Métaux		24h débit	asservi	Mensuelle	Mensuelle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	/	/	/	
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392				
Chrome et ses composés (en Cr)	1389				
Nickel et ses composés (en Ni)	1386				
Zinc et ses composés (en Zn)	1383				
Cadmium et composés (en Cd)	1388				
Mercure et ses composés	1387				
Arsenic	1369				
Sélénium	1385				
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	24h débit	asservi	Mensuelle	Mensuelle
DecaBDE 209	1815	24h débit	asservi	Trimestrielle	Semestrielle
Glyphosate	1506	24h débit	asservi	Trimestrielle	Semestrielle
AMPA	1907	24h débit	asservi	Trimestrielle	Semestrielle
Aminotriazole	1105	24h débit	asservi	Trimestrielle	Semestrielle

En l'absence d'Aminotriazole (1105) dans les eaux résiduaires sur quatre mesures consécutives (concentrations inférieures à la limite de quantification), la surveillance de cette substance pourra être abandonnée.

Article 7 – Étude technico-économique

L'exploitant remet au préfet, dans un délai de 12 mois à compter de la parution du présent arrêté, une étude technico-économique visant à réduire les rejets dans la rivière La Cleurie en Phosphore total ainsi qu'en substances dangereuses Glyphosate et AMPA aux niveaux prescrits aux articles 2, 3 et 4.

Cette étude devra mettre en exergue les éléments suivants pour les substances concernées :

- état des flux émis en période normale de fonctionnement ;
- identification des produits et/ou procédés à l'origine des émissions de substances au sein de l'établissement ;
- définition des actions de réduction des émissions de substances (substitution, traitement adapté des effluents, ...) ;
- échéancier de réalisation des actions de réduction susmentionnées pouvant s'échelonner jusqu'en janvier 2025.

Article 8 – Surveillance du milieu récepteur

Les dispositions de l'article 2.4.4 « Surveillance du milieu » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2640/2008 du 13 août 2008 sont remplacées par ce qui suit :

L'exploitant contrôle l'état écologique de La Cleurie à l'amont des rejets des installations de blanchiment situées au lieu-dit « Le Costet Beillard » à GERARDMER et à la sortie de la ZNIEFF de la morte femme au lieu-dit LE BAS BEILLARD.

Les contrôles sont réalisés à fréquence semestrielle en périodes de hautes eaux et d'étiage. Les périodes d'étiage sont définies par l'entrée en application de l'arrêté cadre sécheresse du département des Vosges sur le bassin concerné par La Cleurie. En tout état de cause, le prélèvement en période d'étiage devra être réalisé avant le 30 septembre de l'année N en privilégiant la période de plus faible débit. Les mesures de débit réalisées en continue à la station hydrométrique « Cleurie » serviront de référence (<https://www.vigicrues.gouv.fr/>).

L'état de La Cleurie est caractérisé par indice biologique, physico-chimique et chimique. Les analyses à réaliser sont les suivantes :

Type d'analyse	Paramètres	Code Sandre
Biologique	Indice Biologique Diatomées (IBD)	5856
Physico-chimique	Oxygène dissous (mgO ₂ /l)	1311
	Carbone organique dissous (mgC/l)	1841
	DCO	1314
	DBO5	1313
	Phosphore total	1350
Chimique	Cuivre	1392
	Zinc	1383
	Glyphosate	1506
	AMPA	1907
	Aminotriazole*	1105

* Mesure conditionnée à la présence de la substance dans les eaux résiduaires

Ces contrôles pourront être réalisés en collaboration avec les autres blanchisseurs dont les effluents industriels sont rejetés dans La Cleurie.

Les rapports de synthèse de ces contrôles seront transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires, notamment en cas de dépassement des normes de qualité environnementale, dans le mois suivant leur réalisation via l'application GIDAF.

Article 9 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT et dont copie sera déposée à la mairie de GERARDMER et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le

24 NOV. 2024

La Préfète,



Valérie MICHEL-MOREAUX

***Délais et voies de recours :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R.181-50 du code de l'environnement.*